



Conseil Economique et Social

Distr.
GENERALE

E/CN.4/1987/16/Add.2
2 février 1987

FRANCAIS
Original : ANGLAIS/FRANCAIS

COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME
Quarante-troisième session
Point 11 de l'ordre du jour

NECESSITE D'ENCOURAGER ET DE DEVELOPPER DAVANTAGE LE RESPECT DES
DROITS DE L'HOMME ET DES LIBERTES FONDAMENTALES, Y COMPRIS :
QUESTION DU PROGRAMME ET DES METHODES DE TRAVAIL DE LA
COMMISSION, AUTRES METHODES ET MOYENS QUI S'OFFRENT
DANS LE CADRE DES ORGANISMES DES NATIONS UNIES POUR
MIEUX ASSURER LA JOUISSANCE EFFECTIVE DES DROITS DE
L'HOMME ET DES LIBERTES FONDAMENTALES

Développement des activités d'information du public dans
le domaine des droits de l'homme

Rapport du Secrétaire général

Additif

INTRODUCTION

Le présent additif contient un résumé d'autres réponses reçues des gouvernements et de la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes, où sont formulées des propositions visant à renforcer les activités de promotion des Nations Unies dans le domaine des droits de l'homme ainsi que des observations sur le projet de manuel éducatif (E/CN.4/1986/20/Add.1, annexe).

PROPOSITIONS EN VUE DE RENFORCER LES ACTIVITES DE PROMOTION

Canada

Dans sa réponse, le Canada se réfère aux observations qu'il a soumises à l'Organisation des Nations Unies en 1984 et 1985 et déclare que ces activités d'information se poursuivent. Le Canada concourt aux efforts des Nations Unies dans ce domaine en assurant la diffusion des documents des services d'information des Nations Unies sur le territoire canadien.

Tchécoslovaquie

La Tchécoslovaquie a traduit les principaux instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme dans ses langues locales. Par ailleurs, ces instruments et d'autres documents concernant les droits de l'homme sont inclus dans les recueils de documents pour l'étude du droit international et des relations internationales et dans des publications analogues. Les médias tchécoslovaques donnent une large publicité aux activités des Nations Unies et le système éducatif du pays prévoit l'enseignement des droits de l'homme. La mise en oeuvre des droits de l'homme est également du ressort des organes judiciaires, des groupes d'intérêt spéciaux et des moyens d'information de masse.

Qatar

Les moyens d'information audiovisuels du Qatar s'attachent chaque année à assurer l'émission, la diffusion et la publication des programmes et autres informations en matière de droits de l'homme disponibles, ainsi que des films et programmes reçus du Bureau du coordonnateur résident des Nations Unies au Qatar.

OBSERVATIONS SUR LE PROJET DE MANUEL EDUCATIF

Bahamas

Les Bahamas louent la qualité du projet de manuel éducatif qu'elles jugent bien préparé et très utile. Elles craignent toutefois que dans les pays où un tel enseignement est nécessaire celui-ci ne soit pas dispensé dans toutes les écoles.

République socialiste soviétique de Biélorussie

La RSS de Biélorussie déclare que le projet de manuel n'aborde pas un certain nombre de questions cruciales directement liées au processus de garantie des droits de l'homme, telles que la nécessité d'adopter une législation visant à interdire la propagande de guerre et à sauvegarder le droit à la vie, le droit au développement, le droit de toute personne de prendre part au fonctionnement de l'appareil de l'Etat, le droit que des droits de l'homme inaliénables comme "l'honneur, la dignité, la liberté personnelle" soient protégés par les tribunaux. Le manuel devrait également mentionner la nécessité de combattre les violations flagrantes et massives des droits de l'homme et celle d'adopter une législation visant à interdire la discrimination fondée sur la race, la couleur, le sexe, la langue, la religion, la situation sociale ou patrimoniale, le domicile ou d'autres circonstances.

Selon la RSS de Biélorussie, le projet de manuel a également les défauts suivants : il donne une interprétation juridique incorrecte des accords internationaux fondamentaux dans le domaine des droits de l'homme; il ne tient pas compte d'instruments importants comme le Pacte international relatif aux droits civils et politiques et le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, tout en exagérant le rôle de la Déclaration universelle des droits de l'homme; il ne souligne pas que la jouissance de

tous les droits de l'homme repose sur la paix et la protection du droit à la vie; il ne contient pratiquement aucune recommandation permettant de décider des instruments internationalement reconnus qu'il est indispensable d'étudier ou d'expliquer l'importance d'élever les enfants et les jeunes dans un esprit de paix et de respect pour la personne humaine; il méconnaît le fait qu'un obstacle sérieux à la jouissance des droits de l'homme est le non-respect des pactes internationaux par un certain nombre d'Etats où se produisent des violations massives et systématiques des droits de l'homme et le refus de ces Etats de devenir parties à ces pactes; il ne montre pas le lien organique existant entre les droits et les devoirs, les recommandations d'ordre méthodologique et la terminologie s'inspirent uniquement de sources occidentales, un nombre considérable d'expressions et de termes ont besoin d'être précisés ou amendés (p. 5, 33, 34, 36 et 56 du texte russe), et plusieurs recommandations proposées sont contestables.

Selon la RSS de Biélorussie, le projet actuel de manuel éducatif aurait besoin d'être profondément remanié.

Tchécoslovaquie

La Tchécoslovaquie estime que le manuel devrait mettre davantage l'accent sur l'idée que le plus fondamental des droits de l'homme est le droit à la paix et de vivre en paix. Elle est d'avis que l'enseignement des droits de l'homme devrait aborder les questions de libération nationale et donner des informations sur les problèmes économiques, sociaux et culturels importants. Elle suggère d'établir un lien plus étroit entre le sujet traité et l'historique de l'activité des Nations Unies dans le domaine des droits de l'homme. Il conviendrait de souligner l'importance de la coopération internationale.

Finlande

La Finlande approuve le projet de manuel éducatif. Elle suggère de mentionner dans celui-ci les activités menées par l'UNESCO dans ce domaine. Il conviendrait de tenir compte de la recommandation de l'UNESCO de 1974 sur l'éducation pour la compréhension, la coopération et la paix internationales et l'éducation relative aux droits de l'homme et aux libertés fondamentales, des recommandations du Congrès international de l'UNESCO sur l'enseignement des droits de l'homme (Vienne, 12-16 septembre 1978) et des réunions complémentaires ultérieures et du plan de l'UNESCO pour l'enseignement des droits de l'homme. La Finlande pense également que le manuel devrait contenir des références au droit international et aux principes de Genève applicables en cas de conflits armés.

Saint-Siège

Le Saint-Siège déclare que selon lui le manuel éducatif ne traite pas de l'origine et des racines des droits de l'homme. Il suggère d'ajouter au texte une introduction qui expliquerait que les droits de l'homme sont fondés sur la dignité de la personne humaine, dans l'esprit de la Déclaration universelle des droits de l'homme. La notion de devoir correspondant aux droits pourrait également être introduite dans le texte. Le Saint-Siège fait observer que la question de la liberté religieuse n'est pas traitée dans le chapitre consacré

à la liberté d'expression et de conviction. Une attitude soi-disant "neutre" à l'égard de la religion peut préfigurer une attitude négative. Le Saint-Siège suggère d'inclure un chapitre sur la nature de la liberté de religion et un autre sur la discrimination pour des motifs religieux - des millions de personnes souffrent d'une discrimination fondée sur la religion. C'est pour cette raison que l'Assemblée générale a adopté en 1981 sa Déclaration sur l'élimination de toutes les formes d'intolérance et de discrimination fondées sur la religion ou la conviction. Cette Déclaration devrait être mentionnée dans le manuel. Le Saint-Siège suggère également que les jeux éducatifs qui y figurent soient regroupés dans une deuxième partie distincte.

Le Saint-Siège suggère d'apporter au texte les modifications ci-après :

a) Sur l'introduction (p. 1-3)

Il serait bon, dès la première page, de mentionner que les droits de l'homme se fondent sur la notion de dignité de la personne humaine. En ce sens, il serait plus approprié de parler de "dignité de la personne", plutôt que de "valeur personnelle", dans le cinquième paragraphe de cette page.

b) Sur le premier chapitre (p. 4-10)

A la page 6 figure la locution "valeurs décentes" : un autre adjectif semblerait plus indiqué : peut-être "positives" ?

On estime aussi que le dernier paragraphe de la page 6, concernant l'histoire de la doctrine des droits de l'homme, fait un survol un peu trop rapide sur des questions très complexes. Il est vrai que cet historique forme "une partie essentielle de l'enseignement des droits de l'homme". C'est pourquoi cette histoire mériterait d'être traitée avec plus d'importance, quitte à élargir l'espace qui lui est réservé dans le projet.

c) Sur le deuxième chapitre (p. 11-31)

En vue d'une amélioration du texte, on se permet de soumettre les observations suivantes :

i) Déclaration universelle

Article premier : Il semblerait important d'insérer les notions de conscience et de fraternité, qui ont une grande valeur pour un discours pédagogique sur les droits de l'homme.

Article 5 : La torture ne peut pas être réduite à "faire mal", parce qu'un enfant peut légitimement recevoir de ses parents une punition qui lui fait mal sans qu'il puisse s'estimer victime d'une torture.

Article 6 : La version en langue courante donne l'impression d'affaiblir la portée de l'article original dans lequel on parle de "personnalité juridique" et non pas d'une protection générique.

- Article 16 : L'affirmation "Dès qu'on a l'âge d'avoir des enfants on a le droit de se marier" devrait être nuancée en faisant référence aux dispositions des lois nationales. De même, l'affirmation que pour former une famille la religion "n'a pas d'importance" est difficilement acceptable pour plusieurs croyants et n'est pas conforme à l'esprit du texte original. Enfin, il semble essentiel d'insérer une formule sur le rôle fondamental de la famille dans la société, en suivant le libellé original de l'article.
- Article 18 : Dans la formulation de cet article - selon laquelle on a le droit de pratiquer la religion comme on le désire - il faudrait tenir compte des règles qui disciplinent l'appartenance des fidèles aux religions respectives.
- Article 25 : Le texte original n'affirme pas seulement que le bébé a droit à une protection "quand il est né", mais, par contre, parle d'une aide et d'une assistance spéciales pour "la maternité et l'enfance".
- Article 29 : L'affirmation que ce sont les autres qui permettent de développer sa propre personnalité semble trop rigide. On pourrait dire, par exemple : "C'est avec les autres que tu peux développer ta personnalité d'une façon harmonieuse".
- Article 30 : Pour être fidèle au texte original, il semblerait préférable d'insérer après le mot "détruire", la locution "par une mauvaise interprétation".

ii) Déclaration des droits de l'enfant

- Principe 2 : Les problèmes existent dans la vie de tout enfant, et il est sain qu'ils existent dans une certaine mesure, pour aider à une meilleure formation du caractère. Il vaudrait mieux employer l'adjectif "normal" qui figure dans le texte original. Mais pourquoi renoncer à l'évocation des aspects intellectuels, moraux et spirituels du développement de la personnalité ?
- Principe 4 : Si on veut suivre fidèlement tous les points saillants de la formulation originale, il faudrait ajouter à l'actuelle rédaction la phrase "et d'être protégé même avant la naissance" car c'est là le sens des mots "soins prénatals" ce qui, d'ailleurs, est également affirmé dans le troisième considérant du préambule de la Déclaration.
- Principe 7 : Il semble opportun d'ajouter un paragraphe pour rappeler que la responsabilité de l'éducation des enfants "incombe en priorité à leurs parents".

Principe 9 : La première formulation : "On ne doit pas te faire de mal" semble très vague. La deuxième formulation : "on ne doit pas te faire travailler tant que tu n'as pas l'âge" gagnerait à être complétée par la phrase suivante, reprise du texte original : "ou de t'obliger à un emploi qui entrave ton développement physique, mental ou moral".

d) Sur le troisième chapitre (p. 32-62)

On est tout à fait convaincu de la difficulté qu'il y a à aborder ces questions délicates qui, d'autre part, méritent d'être débattues. Le risque est fort d'égarer les élèves, au lieu de les éduquer, en posant des questions comme celles du suicide, de l'homicide, de la guerre, de la peine capitale, de l'euthanasie sans pouvoir offrir des éléments d'évaluation sûrs, capables d'expliquer le droit à la vie dans toutes ses implications. En fait, le problème se pose à nouveau du fondement des droits de l'homme et le texte reconnaît justement que "quand il n'existe pas de solution prescrite (par la religion, par exemple), on risque fort de tourner en rond. Il faut alors trouver un argument solide et justifiable montrant pourquoi tous les êtres humains doivent être traités avec humanité. C'est ce qu'il faut entendre par droit de l'homme".

Comme on l'a déjà noté, lorsqu'on parle dans ce chapitre de la liberté d'expression et de conviction, il faut regretter que ne soit pas également traitée la liberté religieuse. En outre, la définition de la "charité" est trop simpliste et équivaut à une dévaluation de cette notion (p. 49).

Page 52, dans le sous-chapitre sur la discrimination, à la deuxième ligne, après la phrase "nous sommes par définition tous égaux", il serait bon d'ajouter les mots "en dignité".

Enfin, dans ce même chapitre, il faudrait insérer un sous-chapitre concernant la discrimination pour des motifs religieux, comme cela a déjà été relevé auparavant.

e) Sur la bibliographie

On se permet de suggérer la mention du texte : "L'Eglise et les droits de l'homme", publié en 1975 par la Commission pontificale "Justitia et Pax" et traduit en plusieurs langues.

Union des Républiques socialistes soviétiques

Dans sa réponse, l'URSS dit que l'interprétation que donne le manuel des accords internationaux fondamentaux dans le domaine des droits de l'homme est erronée d'un point de vue juridique. L'URSS est d'avis que le manuel exagère le rôle de la Déclaration universelle des droits de l'homme. D'autres documents, déclare l'URSS, sont plus importants et devraient être mentionnés. Ces documents, au nombre desquels figurent les pactes internationaux relatifs aux droits de l'homme, traitent de droits tels que le droit au travail, au logement, au repos et aux loisirs, à la gratuité de l'enseignement, à une aide médicale et sociale, le droit d'accéder à la culture, le droit de

participer au progrès scientifique et de bénéficier de ses applications. Il est suggéré qu'un des buts du manuel devrait être de montrer l'importance de l'application des pactes par tous les Etats. Les auteurs du manuel ont également négligé le droit de l'homme le plus important - le droit à la vie. Non seulement les droits mais aussi les obligations devraient être mentionnés dans cet ouvrage. L'URSS estime que le manuel est d'inspiration trop occidentale. Un certain nombre des jeux pédagogiques lui semblent spécieux. Il lui paraît par ailleurs que le manuel ne met pas suffisamment l'accent sur la nécessité d'enseigner dans un esprit de paix. Elle estime en outre que le manuel néglige de traiter un certain nombre de questions cruciales comme la lutte contre les violations flagrantes et massives des droits de l'homme, l'adoption d'une législation visant à interdire la propagande de guerre, le droit à la vie, le droit au développement, le droit de chacun de prendre part aux affaires publiques, le droit à la protection des tribunaux et l'interdiction de la discrimination. L'URSS estime donc que le manuel doit être profondément remanié.

Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes

La CEPALC est satisfaite du manuel éducatif et loue plusieurs de ses aspects. Elle suggère d'y ajouter une liste d'adresses d'organes nationaux et internationaux s'occupant des droits de l'homme qui pourraient fournir des informations et de la documentation aux enseignants et aux élèves, ainsi qu'au grand public. Une fois que la version définitive du manuel aura été établie, son utilisation devrait être étendue aux diverses formes d'enseignement extrascolaire.